

TERZA SESSIONE URDINARIA DI U 2020

3EME SESSION ORDINAIRE DE 2020

29 DI MAGHJU DI U 2020

29 MAI 2020

2020/E3/022

**REPONSE DE MADAME JOSEPHA GIACOMETTI PIREDDA
A LA QUESTION DEPOSEE PAR FRANCOIS XAVIER CECCOLI
AU NOM DU GROUPE «A CORSICA INDÈ A REPUBLICA »**

**OBJET: COVID 19 – refus d'ouverture des établissements scolaires du
secondaire**

Merci Monsieur le Président,
Merci Monsieur le Conseiller,

Notre réponse a pris une tournure plus tranquille que celle annoncée dans votre tribune. Le contexte de la décision que vous évoquez, le contexte de crise sanitaire majeure nous a conduit effectivement à un choix difficile où nous n'estimions pas que l'étape n° 1 du 7 mai dernier lorsque nous avons voté en délibération, du déconfinement devait être celle de la réouverture des écoles, plus spécifiquement des collèges et lycées pour ce qui nous intéresse, au titre de nos compétences.

Nous l'avons dit. Nous avons pris cette décision en conscience.

La méthode que vous regrettez et que vous décrivez comme ayant été celle unilatérale d'une décision qui n'aurait pas fait l'objet d'une concertation ou de discussion, je suis obligée, monsieur le Conseiller, de m'inscrire en faux de ce que vous affirmez.

Nous avons contacté le syndicat de parents, le syndicat d'enseignants, le syndicat de chefs d'établissements.

Chacun a exprimé ses réserves de manière plus ou moins forte et, très majoritairement, s'est dégagée une opposition et nous n'avons pas imposé, par autoritarisme, une opposition à la réouverture des établissements scolaires, d'une rentrée même progressive, même partielle.

Jamais il n'a été porté atteinte au droit à l'éducation durant cette période. Jamais parce que comme vous l'avez fait en entame de votre propos, il faut saluer le travail, l'engagement des enseignants qui, en période compliquée ont continué, continuent encore aujourd'hui à assurer une continuité pédagogique dans des conditions difficiles, à dispenser l'enseignement et garder le lien avec leurs élèves.

Nous l'avons accompagné dans le cadre de nos moyens, nous continuons de le faire, tout comme lorsque vous affirmez que les établissements scolaires sont aujourd'hui fermés : les collèges et lycées. Aujourd'hui, vous évoquez l'organisation de conseils d'orientation, de conseils de classes, de préparation de la fin d'année et surtout, la préparation de leur future

rentrée dont nous souhaitons tous qu'elle puisse se faire dans les meilleures conditions mais aussi qui sera, très certainement, accompagnée de mesures sanitaires. Nous espérons tous qu'elles seront les plus basses ou le moins exigeantes possibles. Mais si le virus venait à circuler encore, elles seraient d'une exigence plus haute et il nous faut le préparer.

Ce que nous avons dit depuis le début, c'est que nous pensions que dans notre Académie (nous étions de petite taille) que nous étions accompagnés par des dispositifs spécifiques. En ouvrant l'école sur le dehors, à l'extérieur, proposer autre chose que nous pouvions être ambitieux ensemble et, je le répète, ensemble.

Lorsque nous savons que dans une période si particulière, et nous continuons à le penser parce que finalement les propos d'hier et les différentes annonces qui ont été faites, nous confortent puisque nous continuons à penser que dans une période si particulière, une rentrée générale, même progressive, n'est pas possible. Il nous faut agir spécifiquement sur les publics qui se trouvent les plus éloignés. Le Ministre de l'Education Nationale reconnaissait lui-même ce matin, que sur la base du volontariat qui était avancée avec des rotations contraintes, il n'avait pas été possible par définition, d'aller chercher ceux qui en avaient le plus besoin, notamment les publics décrocheurs.

Nous avons là aussi un petit peu de temps d'avance pourrions-nous dire. Mais, selon la règle du « en même temps », il est venu quelque peu affaiblir sa décision en continuant, en reconnaissant les difficultés, mais en continuant à préconiser une rentrée généralisée semblait-il. Nous continuons de penser qu'il faut agir autrement. Nous continuons de penser qu'il faut travailler sur du « cas par cas », qu'il nous faut ouvrir nos écoles sur l'extérieur, qu'il faut préparer l'après. Nous continuons de dire qu'il faut mettre en place un ensemble de dispositifs.

Je l'ai dit et je répète, le dialogue avec l'ensemble des établissements s'est prolongé, continuera de se prolonger pour que nous agissions ensemble au plus près de ceux qui en ont le plus besoin, que nous continuions à accompagner le distanciel de manière forte. Que nous regardions l'après. Le temps particulier, mettons-le à profit pour agir avec les communes mais aussi avec l'ensemble de la communauté éducative. Donnons-lui un sens et les membres de la communauté éducative devraient ouvrir les enfants sur leur environnement, sur leur culture, sur notre patrimoine. Décloisonnons, comme l'ont écrit récemment Barbara Cassin et Victor Legendre dans une tribune du Monde, là nous aurions marqué les esprits et nous aurons marqué les esprits parce qu'on continue de le faire, parce que pour notre part, nous n'avons pas découvert que le système éducatif était en panne depuis un moment. Effectivement cette crise a accentué et l'a rendu plus difficile encore. Faisons en sorte que cela ne serve pas à rien. Réfléchissons ici avec nos possibilités, avec les établissements scolaires du XXIème siècle en ayant pleinement conscience de la charge que nous leur avons confiée.

Soyons politiques et non politiciens. Sortons ce sujet de l'instrumentalisation et de la polémique de ces derniers jours.

Nous n'avons pas, monsieur le Conseiller, j'ai lu dans votre tribune, la prétention de donner des leçons de démocratie et nous n'avons pas non plus à en recevoir. Vous nous invitiez à reprendre le chemin de l'école de la démocratie, vous le disiez dans une tribune récente.

Vous voyez, je vous ai lu. Permettez-moi, s'il vous plait, de vous répondre que maintenant il est temps de siffler la fin de la récréation, si vous permettez que j'utilise la métaphore que vous avez employée et je crois qu'il est temps qu'ensemble nous créions les conditions pour que cette fin d'année, pour tous, soit une réussite, que nous discussions avec l'ensemble des établissements, que nous continuions à le faire. Une commission se réunira de nouveau et concertera de nouveau, comme nous n'avons cessé de le faire et que nous préparions cette fin d'année et cette rentrée dans les meilleures conditions.